



"Ça ne mange pas de pain !"
l'actualité de l'alimentation en questions

L'alimentation en bout de course

Les vraies raisons de la flambée des produits agricoles mondiaux

L'intégrale de l'émission d'avril 2008



p. 1

Retrouvez le programme de "Ça ne mange pas de pain !" (anciennement le Plateau du J'Go)
sur le site de la Mission Agrobiosciences - www.agrobiosciences.org
Contact : Sylvie Berthier : 05 62 88 14 50 - sylvie.berthier@agrobiosciences.com

La Mission Agrobiosciences organise, depuis le 6 novembre 2006, une émission mensuelle sur l'actualité de l'alimentation et de la société intitulée "Ça ne mange pas de pain !" (anciennement le Plateau du J'Go).

Sécurité des aliments, santé publique, relation à l'environnement, éducation au goût, obésité galopante, industrialisation des filières, normalisation des comportements, mondialisation, crises, alertes, inquiétudes... L'alimentation s'inscrit désormais au cœur des préoccupations des citoyens et des décideurs politiques. Enjeu majeur de société, elle suscite parfois polémiques et prises de position radicales, et une foule d'interrogations qui ne trouvent pas toujours de réponses dans le maelström des arguments avancés.

Afin de remettre en perspective l'actualité du mois écoulé, de ré-éclairer les enjeux que sous-tendent ces nouvelles relations alimentation-société, de redonner du sens aux annonces et informations parfois contradictoires et de proposer de nouvelles analyses à la réflexion, la Mission Agrobiosciences invite, pour chaque émission, des chroniqueurs, des scientifiques (économistes, agronomes, toxicologues, psychologues...) et des cuisiniers.

Initialement co-organisé avec le bistrot le J'Go (16 place Victor Hugo à Toulouse), l'émission, qui s'appelait alors "Le Plateau du J'Go" était enregistrée en public dans ce lieu festif, le premier lundi de chaque mois, puis retransmis sur les ondes de Radio Mon País (90.1). Depuis le mois d'octobre 2007, pour des raisons techniques, elle a déménagé dans le studio de Radio Mon País et a ainsi été rebaptisée : "Ça ne mange pas de pain !". L'émission peut être écoutée les ondes de cette radio, les 3^{ème} mardi de 17h30 à 18h30 et mercredi, de 13h à 14h, de chaque mois et par podcast à ces mêmes dates et heures à l'adresse Internet :

http://tv-radio.com/espace_client/radio/index.html?ID2=mon_pais

Au menu de l'émission d'avril 2008

L'alimentation en bout de course

Les vraies raisons de la flambée des produits agricoles mondiaux

Mise en bouche.....	p 3
- « <i>Revue de presse</i> », par Pierre Escorsac, journaliste à la Dépêche du Midi	
- « <i>Quand la ripaille laisse place au culte du corps dans le roman français</i> », L'éco des livres, par Jean-Marie Guilloux et Eric Floury, de la librairie Floury Frères	
- « <i>Affamons Paris en huit jours</i> », Chronique Du lard ou du cochon, par Jacques Rochefort	
Chronique Sur le Pouce.....	p 6
« <i>La baguette à tout prix : retour sur les émeutes liées au prix du pain</i> », par Lucie Gillot et Steven Laurence Kaplan, historien, Université de Cornell (Etats-Unis)	
Les pieds dans le plat.....	p 7
- « <i>Du rifié sur les stocks : les vraies raisons de la flambée des prix agricoles mondiaux</i> », par Valérie Péan et Lucien Bourgeois, économiste, Directeur de la prospective à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture	
- « <i>A qui profite la flambée des prix ?</i> », par Valérie Péan et Marcel Mazoyer, économiste, ingénieur agronome, ancien président du comité des programmes de la FAO	
À emporter.....	p 12
« <i>Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front</i> », Revue littéraire, par Jacques Rochefort	

L. Gillot : Bonjour et bienvenue dans “Ça ne mange pas de pain !”, l'émission de la Mission Agrobiosciences « Alimentation et société ». En ce mois d'Avril, nous avons souhaité revenir sur un thème qui fait couler beaucoup d'encre ces jours-ci : la hausse du prix des matières premières agricoles. Mauvaise récolte, biocarburants, spéculation... Quelles sont les vraies raisons de la flambée des prix agricoles sur les marchés mondiaux ? Qui va en profiter ? Les agriculteurs vont-ils voir leurs revenus augmenter ? Une spéciale « l'alimentation en bout de course » avec notamment, Lucien Bourgeois, économiste, Directeur de la prospective à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, Marcel Mazoyer, économiste, ingénieur agronome, ancien président du comité des programmes de la FAO, et Steven Laurence Kaplan, historien avec qui nous aborderons le thème des révoltes frumentaires. Mais avant d'en venir au vif du sujet, une petite “Mise en bouche” s'impose. Pierre Escorsac nous a mitonné une revue de presse qui nous porte du nord de la France aux vignobles du Sud-Ouest.

Mise en bouche

Revue de presse de l'Actualité “Alimentation et société”

Par Pierre Escorsac, journaliste à la Dépêche du Midi

P. Escorsac : Je commencerai par une formule qui ne va pas vous surprendre... « Bienvenue chez les ch'tis ! ». Vous me direz que celle-ci n'est pas très originale pour lancer une chronique aux petits oignons. Ce qui l'est plus, c'est le maroilles trempé dans le café du petit-déjeuner. Une recette à vous faire perdre le nord que nous “inflige” Dany Boon dans son film culte qui, vous le savez, remplit les salles de cinéma. Disparu le goût ? Oubliées les saveurs ? Gommées les sensations à vous affoler les papilles ? Allons donc ! Essayez le café au maroilles, vous m'en direz des nouvelles.

C'est tout de même autre chose que la mozzarella à la dioxine qui a provoqué plusieurs remous au sein de l'Union Européenne. En tout cas, l'alerte a bien fonctionné et l'information, largement diffusée, a mis en garde le consommateur contre un rapprochement “hyper” dangereux entre le lait de bufflonne et les poubelles de Naples. Dis-moi où tu pais et je te dirais si j'aime ton lait. D'ailleurs, une histoire comme celle-là, c'est – justement - du petit lait pour Jean-Pierre Coffe. Le croisé de l'authentique, le pourfendeur du trafiqué est venu ces jours-ci dans le Gers, célébrer le vin de Saint-Mont. Dans la *Dépêche du Midi*, le chroniqueur gourmand dit tout son bonheur de se retrouver dans le pré et, en l'occurrence, dans les vignes de Gascogne.

Toujours dans la *Dépêche du Midi*, les viticulteurs Lotois fêtent, verre de Cahors en main et fierté en bandoulière, les 700 ans du pont Valentré dont on dit que l'architecte aurait vendu son âme au diable. Pourtant, tout le monde sait

que le vin de Cahors est tout simplement divin.

Enfin, il est un autre breuvage dont la presse nous parle ce mois-ci : l'eau. Selon une étude, plus de 60% des français boivent de l'eau du robinet. Voilà un sérieux gage de confiance, une confiance aveugle pourrait-on dire puisque, selon le dernier baromètre du Centre d'Information de l'Eau, publié dans *France Soir*, 6 français sur 10 boivent de l'eau du robinet sans savoir combien elle lui coûte. Nous buvons donc sans compter.

Dans le même numéro, *France Soir* titre également : « *Méfiez-vous du boulanger !* ». En particulier de celui qui vous refile des croissants surgelés sans vous prévenir. Ainsi, aujourd'hui, selon une étude de “GIRA Foodservice”, le centre d'études des marchés de la restauration, 30 à 40% des croissants seraient des produits surgelés. Un usage qui n'est pas prêt de s'arrêter, les professionnels n'ayant aucune obligation d'étiqueter « croissants surgelés produits industriels ».

Mais rassurez-vous, il y a encore des boulangers à qui vous pourrez faire confiance, comme le tarnais Antoine Lopez, sacré meilleur boulanger du monde à Paris. Seul problème : ce boulanger ne vend pas de pain. Cela étant, il fait profiter les futurs boulangers de son savoir-faire puisqu'il professe au CFA (Centre de formation des apprentis) d'Albi.

Mais revenons un instant sur l'étiquetage des aliments. Dans son guide *Savoir manger, le guide des aliments 2008-2009*, le médecin et nutritionniste Michel Cohen donne quelques conseils pour lire les étiquettes. Selon lui, il faut regarder trois éléments en priorité : la teneur en graisse des aliments, la valeur calorique et la nature des ingrédients. Une

astuce pour éviter les pièges avérés du chocolat sans cacao, du pain d'épices sans miel et de la mousse de canard au poulet. Bref, il vous dit tout ce qui se cache derrière certaines étiquettes, notamment une grande hypocrisie.

Hypocrites les anglais ? Comment oser leur faire ce mauvais procès après la réception royale faite au Président et à son épouse. La reine d'Angleterre avait sorti le grand jeu pour épater

le couple présidentiel. Sous les lustres du château du Windsor, le dîner de gala fut un sommet de la gastronomie et de l'élégance. Le vin venait de Bordeaux et le menu, s'il vous plaît, était écrit en français. Peut-on espérer plus bel hommage ? Cette reconnaissance "made in England" est peut-être une chance de plus pour obtenir l'inscription de la cuisine française au patrimoine de l'Unesco.

L'éco des livres

« Quand la ripaille laisse place au culte du corps dans le roman français »

Par Jean-Marie Guilloux et Eric Flourey, de la librairie Flourey Frères

J.-M. Guilloux : Dans le top 100 des meilleures ventes d'essais en 2007, c'est fou ce que l'on trouve comme ouvrages traitant de l'alimentation. On pourrait s'en réjouir tant ce thème est central, dans la littérature, mais aussi comme objet emblématique de l'état de notre société. Le problème, c'est que les essais évoqués ne traitent ni de l'une, ni de l'autre. Ils ont pour thème *Comment vaincre le cancer par l'aliment*, avec le best-seller de David Servan-Schreiber, *Anticancer*, ou encore *Mincir sur mesure*, d'Alain Delabos et *Cuisiner avec les aliments anticancer*, de Richard Beliveau. Dernier en date, surmédiatisé actuellement, *Il faut se méfier des produits alléchants*, de Jean-Michel Cohen.

Dans le même temps, il suffit d'entrer dans un kiosque pour repérer illico cette forêt anxigène à la Une des magazines... même ceux réputés les plus sérieux. Bref, méfiance, maladie, suspicion agissent pleinement au cœur de nos anxiétés et semblent plus les alimenter plutôt que les apaiser. Pour mieux comprendre ce télescope entre une littérature qui traite d'une alimentation abondante et sensuelle et une production actuelle qui surfe sur nos craintes, je suis allé rencontré Eric Flourey, de la librairie Flourey Frères¹.

J.-M. Guilloux : **On constate aujourd'hui, une sorte de télescope entre l'alimentation, telle qu'elle est traitée dans la littérature avec la puissance de la jouissance, de la sensualité, de la ripaille, de l'opulence et de l'abondance dans les polars, chez Rabelais, Balzac, Flaubert ou Dumas, et telle qu'elle est traitée dans les livres qui pleuvent aujourd'hui et ont pour titre *L'alimentation contre le cancer* ou *Comment maigrir tout en vivant vieux* etc...**

E. Flourey : Il y a toujours eu une tradition qui, depuis des temps immémoriaux, lie la littérature et la nourriture. D'autant que ces sujets qui ont toujours fait l'objet de tabous, s'appuient sur des jugements de valeurs et sur des caractéristiques esthétiques... Vous citez Rabelais, Balzac mais même sur la moitié du 20ème siècle, avec Blondin et Hemingway et même dans les formes les plus inventives de la littérature, telles que l'OuLiPo², l'alimentation fait l'objet de jeux littéraires et tout cela continue à persister. En revanche, si l'on regarde ce qui se fait de plus contemporain en littérature, l'objet alimentation, l'objet nourriture, semble plutôt détaché de cette esthétique gourmande, liée au plaisir, à la jouissance et au partage de soi. Il serait intéressant de réaliser une étude sociologique de cette littérature à travers ce thème, et ce qu'elle révèle de notre société actuelle. L'une des thématiques très forte qui se dégage, c'est la prégnance du corps. Il y a un retour sur le corps, sur la valeur du corps et sur sa préservation. Dans l'esprit inconscient mais aussi conscient des auteurs, il y a une sorte de dichotomie, une césure entre ce culte du corps et de la performance, et ce qui se rapportait à la nourriture, à cette esthétique et au partage.

Vous employez le mots partage... comme une culture collective qui ne serait plus assurée ? Tous ces livres qui nous parlent de précaution et de soins concernant notre alimentation s'adressent plus à notre culture individualiste ?

Nous vivons dans une société anxieuse et ces ouvrages, qui sont eux-mêmes anxigènes, trouvent là un contexte extrêmement favorable. C'est très clair. Cette montée des valeurs individuelles ne favorise certainement pas, pour l'individu, un

¹ Librairie Flourey Frères, 36 rue de la Colombette, Toulouse

² Acronyme d'Ouvroir de littérature potentielle.
<http://www.ouliipo.net/>

rapport simple à l'alimentation et en tout cas ne favorise pas un accès aisé à ce que "signifie" l'alimentation. L'alimentation, la nourriture, le partage du repas sont liés à un certain rapport au temps. Un repas, c'est d'abord un temps que l'on se donne à soi et aux autres. La nourriture participe de ce partage et s'inscrit dans une durée. C'est une dimension qui tend à disparaître. Nous nous retrouvons dans une sorte de "présentisme" absolument permanent auquel ces nouveaux traitements de l'alimentation s'adressent.

Lire Balzac ou l'ouvrage *Anticancer* ne procède pas du même rapport au temps ?

Non et ce qui est de plus en plus frappant, c'est que j'entends de plus en plus de lecteurs me dire

que c'est typiquement français... Je veux dire que c'est aussi typiquement ce que l'on retrouve dans la littérature française contemporaine. Pour reprendre ces notions du sens partagé et du plaisir, tout ce que nous incorporons est en partie évacué dans de nombreux romans. Face à cela, de nombreux lecteurs déclarent se désintéresser des romans français. En revanche, on retrouve cette dimension dans les livres étrangers. C'est un peu paradoxal car on ne peut pas dire que chez les Américains et les Anglo-Saxons, il y ait une très grande culture historique de la gastronomie mais ils persistent dans un rapport abondant et opulent à l'alimentation là où la littérature française semble plutôt emblématique d'une désertion.

Chronique Du lard ou du cochon

« Affamons Paris en 8 jours », par Jacques Rochefort

J. Rochefort : Notre histoire est pleine de tentatives d'affamer les villes : Scipion l'Africain devant Carthage, la Guerre de Cent Ans, les guerres de Religion, la Révolution française et la lutte contre les Accapareurs sans oublier, plus près de nous, le siège de Paris pendant la Commune...

Prenons une grande grève comme celle de mai 68 ou le blocage des dépôts d'essence, il y a quelques années. En quelques jours, le spectre du rationnement a plané chez les heureux consommateurs que nous étions jusque là. Soudain, plus rien. La voiture au garage, la débrouille et les soupirs pour ceux qui ont besoin, "à tout prix", de leur véhicule. Imaginons qu'une telle prise en otage de la population par une minorité agissante ait lieu demain sur l'alimentation... La ruée sur les stocks, les rayons qui se vident, les escarmouches entre clients pour se saisir du dernier paquet de sucre et autres mesquineries. Au fil des semaines, les municipalités réagencent les jardins publics pour y produire salades, patates et légumineuses... Les routes de campagne sont sillonnées par les citoyens en quête de produits à la ferme. Certains

petits malins se rejouent la Traversée de Paris, tandis que d'autres font la queue pour obtenir les tickets ouvrant droit aux produits de base rationnés. La spéculation fait rage, le marché noir reflourit, les ventres crient et les émeutes de la faim planent. Paris demain comme Bamako aujourd'hui ?

Fiction ? Certes, sauf que les villes qui en 2025 représenteront 61% des citoyens de la planète, peuvent être affamées en moins de huit jours.

D'un côté, c'est un marché où la demande est qualifiée de non élastique : en clair, dans la mesure où il nous faut manger tous les jours, et de manière variée, nous ne pouvons guère nous restreindre en-deçà d'une certaine limite... En face, l'offre est aisément paralysée : non seulement parce que bon nombre de denrées sont périssables, mais en plus parce que les aliments sont quasiment tous stockés au sein d'une poignée de plates-formes d'approvisionnement. Bloquez-les et tout le système de distribution se tarit.

C'est d'ailleurs en partie pour garantir l'approvisionnement en denrées périssables, donc peu stockables, que notre système de production agricole est systématiquement en sur-capacité...

« La baguette à tout prix : retour sur les émeutes liées au prix du pain »

Par Lucie Gillot et Steven Laurence Kaplan, historien, Université de Cornell (Etats-Unis)

L. Gillot : Il y a un autre sujet tout aussi sensible que l'approvisionnement des villes, c'est le prix du pain. Mais avant d'aller plus en avant sur ce thème, je vous propose d'abord de regarder de plus près de quoi se compose le prix d'une baguette. La confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie³ nous donne la répartition des coûts suivants. Le décompte est exprimé en pourcentage pour la simple raison que le prix du pain étant libre en France, toutes les baguettes n'ont pas le même prix. Voici ce que cela donne par ordre décroissant. Ce qui pèse le plus, ce sont les salaires et charges qui représentent la moitié du prix, soit 50%. 25% sont consacrés aux matières premières, 17% aux autres charges (impôts, emballage, assurances, amortissements etc.), 4% à l'énergie et 4% au loyer. Au total, on arrive bien à 100%.

Reste ceci : dans les matières premières, on ne retrouve pas que le prix des céréales. Celles-ci ne compteraient que pour 4 à 5% dans le prix total du prix d'une baguette. Voilà pourquoi certaines associations de consommateurs pointent une hausse du prix de la baguette disproportionnée par rapport à la répercussion réelle de la hausse du prix du blé.

Et justement, s'il y a bien une hausse qui ne passe pas inaperçue, c'est celle du prix du pain. Que l'on touche à ce dernier et c'est l'émeute. Rappelez-vous en France, à l'aube de la Révolution, le peuple est descendu dans la rue pour réclamer du pain. Une émeute à laquelle Marie-Antoinette a répondu : « *Le peuple manque de pain ? Qu'il mange de la brioche* ». Et ces révoltes sont loin d'appartenir à l'histoire. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres, le 23 mars dernier, le président égyptien Hosni Moubarak a demandé à l'armée de distribuer du pain afin de remédier à des pénuries qui avaient déclenché de nombreuses émeutes. Pour mieux comprendre ce phénomène, nous avons convié Steven Laurence Kaplan, historien, à l'Université de Cornell aux Etats-Unis.

³http://www.boulangerie.org/espace_presse/PJ/CP%20prix%20du%20pain.pdf

L. Gillot : Steven Laurence Kaplan, vous êtes historien, spécialiste du pain et des révoltes frumentaires d'hier à aujourd'hui. Fait surprenant, sur des sujets parfois très graves, les choses n'explorent pas, les gens ne descendent pas dans la rue. Mais l'histoire le montre et l'actualité aussi : que l'on touche au prix du pain et c'est la crise, la révolte, l'hécatombe...

S.L. Kaplan : Dès que le prix dépasse la possibilité des gens d'acquiescer des produits de première nécessité ou quand la qualité est mauvaise, les gens réagissent. Cela se constate un peu partout dans le monde...

Pourquoi ?

Il s'agit d'une entorse à une sorte d'accord implicite. Autrefois, en France, c'était le contrat social de subsistance, c'était l'obligation régaliennne du "prince nourricier", c'était ce que l'on appelait "l'économie morale". Aujourd'hui au Cameroun, au Maroc, en Egypte, en Malaisie, en Indonésie, il s'agit d'une situation équivalente où la promesse implicite, qui fait le lien social, est cassée par ces "accidents" sur les prix mondiaux ou parfois par des effets néfastes déclenchés par la corruption. L'explosion est alors réelle et immédiate.

Vous voulez dire que normalement l'Etat est garant d'une accessibilité au pain ?

Un peu partout, l'Etat se légitime d'abord par son engagement à empêcher les gens de mourir de faim. C'est basique dans l'histoire européenne et dans quasiment tous les coins du monde. Il peut s'agir du pain, du riz ou d'autres céréales. Quand l'Etat n'est plus capable de répondre à ce droit à l'existence, il y a une grave menace d'instabilité. Le pire n'est alors pas loin.

Pourquoi est-ce focalisé sur le pain et non sur le prix des pommes de terre par exemple ?

Il s'agit du pain quand il est la denrée de première nécessité. L'histoire montre qu'en Irlande, en 1845, il s'agissait de la pomme de terre. Et lorsqu'on regarde ailleurs, on remarque que cela peut être une autre denrée. Pour les français, le pain est un grand protagoniste sur la scène de l'histoire. Ces derniers sont "panivores". Mais ce n'est pas consubstantiel comme le "corps du Christ" au pain lui-même.

Aujourd'hui, et contrairement à d'autres endroits du monde, on ne descend plus dans la rue en France pour réclamer du pain.

Non. En France, depuis les années 50-52, moment où le pain revient brutalement après la guerre et une longue pénurie, il n'est plus perçu comme une denrée de première nécessité. C'est un accompagnement dans un régime alimentaire extrêmement diversifié. En France, de nos jours, avoir du pain n'est plus une question de vie ou de mort sauf pour les gens les plus pauvres de la société. D'où cette tolérance "relative" par rapport à son prix. Mais n'oublions pas qu'en France, ce dernier a été fixé jusqu'en 1987. C'est d'ailleurs une chose assez incroyable car on n'avait déjà plus le réel besoin de le faire. Les boulangers se plaignaient amèrement de ce "pain symbole" propre à la France, c'est-à-dire cette mystique du pain, ce besoin politique des gouvernements de dire « On est là pour votre pain ».

Comment expliquer, alors que la consommation de pain est moins "à la mode" en France, qu'en pleine hausse des prix des matières premières, tout le monde se focalise sur le prix de la baguette ?

Pour la simple raison qu'il s'agit d'un symbole facile, commode, qui parle aux gens car il évoque, d'une manière très robuste, une mémoire collective ancrée sur cette denrée. Il incarne en partie l'identité de la France. Il est donc facile, et même trop facile, pour le gouvernement de déclarer que cette augmentation est excessive et qu'il veillera au grain. Nous sommes là, et de toutes parts, dans une forme d'instrumentalisation du symbole qui n'est pas tout à fait juste au regard de la flambée des prix d'autres denrées comme les produits laitiers ou le pétrole.

Reste que dans d'autres pays du monde, les révoltes sont toujours d'actualité.

Oui, car c'est aussi par là que les gens arrivent à s'exprimer. Vous évoquez là des sociétés où le pain est réellement une question de survie. En Egypte, si l'on regarde les sommes énormes que le gouvernement met en subventions pour maintenir le prix du pain à un niveau raisonnable, cela montre à quel point le contrat social dans ce pays se situe là. Ce gouvernement sait qu'il n'a aucune chance de tenir si ce prix monte. Dans ces pays, quand on veut sanctionner, et, en quelque sorte, mettre en garde voire punir le pouvoir, on provoque de véritables révoltes de rue.

Vous publiez en mai 2008, aux éditions Fayard, *Le Pain Maudit*. De quoi s'agit-il ?

C'est un retour sur les années oubliées de la France de 1945 à 1958, une sorte d'enquête policière sur un fait divers terrible : l'empoisonnement collectif de centaines de milliers de gens à Pont-Saint-Esprit en 1951. Dans cette affaire, 7 personnes ont trouvé la mort et une quarantaine d'autres a fini ses jours en institution psychiatrique⁴. J'essaie donc de comprendre les conditions de production d'une telle "horreur". Pour ce faire, je retrace pour la première fois l'histoire de la meunerie et de la boulangerie en France. Et cette histoire est essentiellement celle du prix du pain depuis les années trente jusqu'aux années soixante, lorsque l'Etat se retrouvait devant le dilemme suivant : « comment assurer un haut prix du blé aux agriculteurs et un bas prix du pain aux consommateurs ? »

⁴ Cette intoxication serait due à la présence d'un champignon, l'ergot de seigle

Les Pieds dans le plat

« Du rififi sur les stocks : les vraies raisons de la flambée des prix agricoles mondiaux »

Par Valérie Péan et Lucien Bourgeois, économiste, Directeur de la prospective à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

V. Péan : Mon invité aujourd'hui est l'économiste Lucien Bourgeois, qui travaille à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA), où il est en charge de la prospective. Mais avant de lui demander son avis éclairé, d'abord, quelques petites précisions.

On parle de la flambée des prix des matières

premières agricoles. Effectivement, on peut parler de flambée, puisqu'ils ont augmenté, selon la FAO, de 47% en moyenne en un an - de janvier 2007 à janvier 2008. Et quand je dis en moyenne, certaines denrées ont augmenté de bien plus que ça, parfois jusqu'à 100%, voire plus.

Une telle flambée est dramatique pour des pays

pauvres – tu as rappelé Lucie qu'il y avait actuellement des émeutes de la faim dans près de quarante pays du monde -, où les ménages consacrent la moitié de leur revenu mensuel à l'achat de nourriture (contre 10 à 15% pour les Français)...

Précisons d'abord ce que nous appelons "prix mondiaux" : il s'agit des prix des produits agricoles et alimentaires qui font l'objet d'un commerce international. Finalement, le volume est assez faible : il y a seulement entre 5 et 15 % de la production mondiale totale qui passe ainsi les frontières, le reste étant consommé sur place. Ces 15 % concernent les céréales dont le blé. On pourrait donc penser que tout cela reste mineur, à la marge. Pas du tout, car le prix de ces 5 à 15% sert de référence pour les prix pratiqués à l'intérieur des pays.

Mais ce qui est encore plus intéressant, c'est de savoir comment se forment ces prix mondiaux. Eh bien ils se forment essentiellement à la Bourse, et ce n'est pas nouveau. Pour une fois, on ne va crier contre la mondialisation de ces 20 dernières années puisque la première Bourse pour les céréales est apparue au 19^{ème} siècle, à Chicago.

Et qui dit Bourse, évidemment, dit risque de spéculation, car dès que l'idée qu'une pénurie va avoir lieu sur un produit agricole – c'est-à-dire que la demande va augmenter ou que les récoltes seront plus maigres -, les spéculateurs, principalement des fonds de pension, se précipitent pour acheter, en anticipant une hausse des prix. Alors que s'est-il passé ces derniers temps ?

On nous dit qu'il y a eu une sécheresse en Australie, que la demande chinoise et indienne explose, et puis il y a cette histoire de biocarburants aux Etats-Unis qui font concurrence aux terres agricoles... Visiblement, il n'en fallait pas plus pour que ça explose.

Sauf que Lucien Bourgeois n'est pas tout à fait d'accord avec ces données-là. Autant il est d'accord pour dire que le détournement d'une partie des céréales destinées à l'alimentation au profit de la production d'énergie, donc de biocarburants, pèse dans la flambée à court terme. Mais pour le long terme, Lucien, c'est un autre élément qui joue, et dont on parle moins, la baisse des stocks.

Alors, Lucien Bourgeois, vous n'êtes pas d'accord avec les explications généralement données pour expliquer la flambée des prix, à savoir les récoltes catastrophiques et la hausse de la demande chinoise.

L. Bourgeois : Il me semble qu'il faut rappeler quelque chose que personne n'a pas vraiment remarqué en 2007 : jamais, nous n'avions eu une récolte de céréales aussi importante dans le monde, aussi bien pour le blé que pour les autres céréales, mais surtout pour le maïs, où les Américains ont réalisé 70 millions de tonnes de plus que l'année dernière.

C'est donc la demande qui a augmenté ?

Quand on regarde la demande, on est également surpris... parce que les analystes, ont cru que c'était le même problème que pour le pétrole ; ils ont cru que c'était la Chine qui faisait exploser la demande en céréales. En fait rien de cela n'est vrai, car quand les Chinois - qui sont intelligents - ont vu que les prix augmentaient, ils ont diminué leurs importations, en particulier de blé et de maïs. En revanche, ils ont augmenté leurs importations de soja.

En fait, c'est l'éthanol qui fait la différence...

Il me semble qu'il y a deux éléments extrêmement importants. Le premier, c'est qu'effectivement, les américains ont pris la décision d'affecter plus de 60 millions de tonnes de maïs soit presque 10% de la récolte mondiale à la fabrication d'éthanol. Cela représente à peu près l'équivalent de ce qui circule sur les marchés internationaux chaque année. Inutile de dire que cela a une forte influence sur les cours. Et le deuxième élément qui pèse, c'est que depuis un certain nombre d'années, l'Europe et les Etats-unis ont cherché à réduire leurs stocks. Il les ont tellement réduits que cela a donné aux spéculateurs l'assurance qu'ils sont sûrs de gagner.

Cela mérite quelques explications. D'abord, comment se présentent les stocks au niveau mondial ? Il y a des montagnes de grains stockés quelque part ?

Il y a les stocks normaux et les stocks de report. Commençons par les stocks normaux. Comme on ne sait pas encore fabriquer du blé tous les mois de l'année, quand on a une récolte en juillet, on doit s'arranger pour en disposer jusqu'à l'été suivant. C'est ça stocks normaux, ceux nécessaires pour que la consommation s'ajuste à la production entre deux récoltes. Ensuite, les pays qui sont exportateurs ont besoin aussi de stocks de report, c'est-à-dire d'une certaine quantité disponible pour faire face à des exportations. Et, en général, on estime que ces stocks de report ne doivent pas être inférieurs à un an de marché mondial, ce qui est le cas aujourd'hui. Mais certaines années, ils ont été très supérieurs. C'est pour cela qu'on a essayé de les réduire par tous les moyens.

Pour bien comprendre : ces stocks de report permettent, justement, de lutter contre la spéculation puisque si un mouvement spéculatif émerge, il suffit de lâcher du stock. Les spéculateurs n'ont alors plus aucun intérêt à miser sur une hausse éventuelle puisqu'elle n'aura pas lieu.

Oui, dans un monde idéal, c'est ce qu'on devrait faire. Mais nous ne sommes pas dans un monde idéal et, c'est vrai, nos pays ont été plutôt tentés d'accompagner la stratégie des grands groupes exportateurs en essayant de faire en sorte d'avoir le stock minimum pour que les prix ne soient pas entraînés à la baisse. De fait, il y a une contradiction dans nos pays - l'Europe et les Etats-Unis - entre la volonté d'assumer la responsabilité de l'alimentation mondiale dans les meilleures conditions et la responsabilité budgétaire d'accompagner les exportations sans que cela coûte très cher.

Finalement, ce sont les puissances comme les Etats-Unis et l'Europe, qui font, avec ces stocks de report, des réserves pour l'alimentation mondiale. L'Afrique, elle, par exemple, n'est pas en capacité de faire des stocks pour ses propres approvisionnements.

Oui, malheureusement. Ceci étant, l'Inde et la Chine ont été relativement prudentes ces dernières années. Heureusement, car elles hébergent à peu près un tiers de la population mondiale. Elles ont toujours été très attentives à la gestion des stocks, aussi ces populations n'ont pas souffert de façon trop importante de la volatilité des prix sur les marchés mondiaux. Mais pour l'Afrique, il y a un énorme problème parce que, jusqu'à maintenant, ce continent a parfois profité des exportations à bon marché pour nourrir ses villes au détriment de sa paysannerie.

« A qui profite la flambée des prix ? »

Par Valérie Péan et Marcel Mazoyer, économiste, ingénieur agronome, ancien président du comité des programmes de la FAO

V. Péan : Quelques chiffres pour commencer. Rappelons que l'indice des prix alimentaires, selon la FAO - l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation -, a augmenté de 47% en janvier 2008. Il s'agit d'une moyenne : certains produits, comme les céréales et l'huile végétale, ont par exemple respectivement augmenté de 60% et 85%. Au-delà de cet aspect, une question se pose : à qui profite cette flambée des prix ? Les paysans

On mesure le niveau des stocks en nombre de jours. Qu'est-ce que cela veut dire ? Par exemple, quand on dit qu'on est à peu près au niveau de 60 jours de stock, cela veut-il dire qu'on a de quoi assurer l'alimentation mondiale pendant 60 jours ?

Non, les stocks en question, sont ceux destinés à l'exportation. Certes, ils sont mesurés en terme de consommation, mais il existe d'autres stocks pour accompagner le fait que la récolte est en juillet et qu'il faut attendre juillet prochain pour la prochaine récolte. Les 60 jours en question ne sont pas dramatiques. Nous ne risquons pas de mourir de faim dans 60 jours. Cela veut simplement dire que nous disposons de l'équivalent que de 60 jours de consommation pour la partie marché mondial.

P. Escorsac : Pensez-vous que ce phénomène de hausse des prix agricoles mondiaux est durable ? Ou qu'il va se limiter à une flambée ? Ou, encore, que nous entrons dans une période d'instabilité au niveau des prix ?

L. Bourgeois : Les deux. Pour moi, cette flambée n'est pas forcément durable si nous savons utiliser une politique agricole intelligente qui permet d'éviter la volatilité des prix. Si nous mettons en place des systèmes permettant d'apporter une certaine sécurité aux producteurs et qui assure un minimum de stockage. Nous éviterons la volatilité des prix et nous n'aurons pas une pénurie mondiale comme on nous le promet. Car, je le répète, la situation entre le blé et le pétrole n'est pas comparable. Le pétrole est une denrée épuisable, non renouvelable, alors que le blé, lui, peut être produit, chaque année, en grande quantité.

voient-ils leurs revenus augmenter ?

Pour y voir plus clair, nous avons souhaité poser cette question à l'un des meilleurs spécialistes de l'agriculture mondiale, Marcel Mazoyer. Economiste et ingénieur agronome, il a notamment présidé le comité des programmes de la FAO et est co-auteur, avec Laurence Roudart d'*Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine*, une bible en la matière (Ed du Seuil, 1997).

Marcel Mazoyer bonjour. Vous avez longtemps tiré la sonnette d'alarme dans les années 80 et 90, alors que les prix mondiaux ne cessaient de chuter. Vous signaliez à l'époque que ce phénomène ruinait bon nombre des paysans des pays émergents. Aujourd'hui, ces prix explosent. Le directeur général de la FAO a récemment déclaré que cette envolée allait profiter aux petits producteurs. Il parle même d'opportunité de relance de l'agriculture dans les pays en voie de développement. Pensez-vous que ce soit le cas ?

M. Mazoyer : Les hauts prix sont nuisibles pour tous les consommateurs-acheteurs, en particulier les plus pauvres. Qui sont-ils ? Ce sont d'abord des chômeurs. Leur nombre a été multiplié par trois ou quatre pendant la dernière période de baisse des prix. Seconde catégorie : les salariés mal payés des quatre coins du monde. En période de chômage, les salaires baissent. Dans nombre de pays, ceux-ci ne sont pas réglementés. Enfin, il y a les paysans eux-mêmes. Avec la baisse des prix, donc celle de leurs revenus, une forte proportion d'entre eux est partie vers les villes. Mais, beaucoup de ceux qui restent sont dans une situation précaire. Ils ne possèdent pas d'outillage efficace, voire dans certains cas, aucune semence. Certains sont même devenus, entre la fin d'une campagne et la récolte suivante, des consommateurs acheteurs de nourriture. Les paysans les plus pauvres du monde, au même titre que les chômeurs et les salariés mal payés, vont donc souffrir de cette explosion des prix.

Dès lors, qui va en profiter ? Les paysans moyens, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas été anéantis par la période de baisse de prix, vont sans doute pouvoir investir en Europe et en Amérique. Mais ils ne pourront le faire qu'en proportion limitée. D'une part, ils peuvent difficilement s'agrandir, les seules surfaces cultivables disponibles étant les jachères, lesquelles sont d'ailleurs déjà plus ou moins remises en cultures. D'autre part, ils peuvent difficilement intensifier leur production car celle-ci a déjà atteint des niveaux très élevés. On peut dire que, jusqu'aux années 70, ces fluctuations des prix profitaient aux agricultures les plus compétitives de l'époque – américaine, canadienne, australienne – qui disposaient de terres et d'une certaine avance technologique. C'est beaucoup moins vrai aujourd'hui.

Quant aux paysans pauvres des pays en développement, seuls ceux qui sont restés vendeurs nets de produits alimentaires pourront

en profiter, à condition que les prix restent élevés assez longtemps. Cela étant, les vrais gagnants sont les capitaux financiers, les fonds d'investissement en tout genre (qu'ils soient d'origine agro-business comme Monsanto et Cargill ou non), qui comme en 1974-1975, vont en profiter pour conquérir de nouvelles parts de marchés en défrichant d'énormes quantités de terres, dans les forêts vierges les plus fertiles du monde - celles que l'on ne devrait justement pas défricher - en Amazonie, en Indonésie, au Congo... Leurs gains de productivité vont être encore plus importants que précédemment, et, si on laisse faire le libre échange, si on leur permet d'exporter leurs produits dans les pays d'agriculture familiale ou paysanne, sans protection aucune, on va, à nouveau, par la baisse des prix au cours des 25 prochaines années, continuer d'appauvrir et de ruiner des millions de petits et moyens paysans aux quatre coins du monde.

A ce jour, tout le monde parle de l'explosion des prix, comme s'il s'agissait là d'un phénomène nouveau. Mais l'explosion des prix se produit tous les 25 ou 30 ans ! C'est du moins ce que l'on observe depuis près de 200 ans. La seule différence entre aujourd'hui et hier, c'est que le libre échange agricole international existe désormais à peu près partout. Dès lors, une baisse des prix agricoles ruine des centaines de millions de paysans aux quatre coins du monde, tandis qu'une hausse, affame les chômeurs et les paysans en déficit alimentaire que l'on a fabriqué dans la période précédente.

Pensez-vous qu'il soit probable, ou possible, qu'il y ait à nouveau une politique de régulation des marchés ?

Je pense que nous ne pouvons pas nous en passer et attendre la prochaine crise, lorsque les prix auront de nouveau chuté. D'ailleurs, ils peuvent grimper bien au-delà des cours actuels. En 1975, les prix avaient été multipliés par 3, passant de l'équivalent de 200 à 600€ la tonne. Il y a environ un an et demi, la tonne de céréales classiques se vendait une centaine d'euros ; elle coûte aujourd'hui 200 à 300€. Autant dire que si les prix peuvent retomber, ils peuvent grimper beaucoup plus haut.

On pousse ces jours-ci un cri d'alarme parce que la famine touche les villes alors qu'il y a 10 ou 15 ans la majorité des paysans du monde crevait de faim...

Mais, pour répondre à votre question, je ne pense pas que l'on puisse continuer ainsi. La raison en est simple : cette machine à fabriquer trois milliards de pauvres, qui nous conduit aux extrémités dans lesquelles nous sommes, bloque l'ensemble du système. Je m'explique. Quand vous baissez les prix agricoles pendant 25 ans, vous fabriquez une masse de chômeurs et de salariés mal payés, alors que

parallèlement, à l'autre bout du système, vous maximisez l'épargne et le capital financier. Ce qui est problématique, car ce capital ne peut plus s'investir utilement ni dans les productions agricoles, ni dans l'industrie et les services, et il ne peut donc créer le plein emploi. Dès lors, il est condamné à des spéculations, qui, on le sait, conduisent tout droit à la crise financière globale. Ce qui n'a rien de nouveau. Nous l'avons écrit, avec Laurence Roudart en 1994 et publié en 1997. Cela fait donc près de quinze ans !⁵

Actuellement on parle du MOMA⁶, un mouvement qui prône l'organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation pour sortir ce domaine de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Pensez-vous que ce soit une solution ?

Nous devons considérer le secteur agricole et alimentaire comme un secteur exceptionnel. Cela signifie qu'il y a un droit à l'alimentation et que les gouvernements ont le devoir de mener de vraies politiques agricoles et alimentaires pour garantir la sécurité alimentaire de leurs ressortissants. Or cela s'avère impossible avec ce marché complètement volatil, fluctuant et même meurtrier. Quand les prix sont bas, les paysans s'appauvrissent et meurent de faim ; quand ceux-ci remontent, on affame des masses d'acheteurs pauvres. Il faut arrêter le massacre. En outre, ce mode de fonctionnement mine complètement l'équilibre économique et financier mondial.

Avec cette flambée des prix, tout le monde se pose des questions qui vont, je pense, nous amener à réorganiser les échanges agricoles et alimentaires internationaux. Mais cette décision est d'ordre politique. Il faut d'abord que Washington, Bruxelles et une demi-douzaine d'autres pays qui gouvernent finalement les organisations internationales, FMI, Banque mondiale, FAO, etc., décident de reconstruire des politiques agricoles. Ce n'est pas chose impossible. On construit des politiques agricoles depuis 200 ans. On l'a fait à l'issue de la seconde guerre mondiale. Mais celle qui consiste à faire de l'agriculture la roue de secours au capital financier international est une erreur. Le capital financier lui-même court à sa perte s'il ne reconnaît pas cela. Peut-être attendons-nous une

⁵ *Histoire des agricultures du monde : du néolithique à la crise contemporaine*, par Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, Ed. du Seuil 1997

⁶ Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture. En savoir plus : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=172

crise comme celle des années 30 pour changer de politique et revenir à des considérations plus raisonnables.

Quoi qu'il en soit, le jour où les gouvernements décideront de revenir à des politiques agricoles facilitant l'équilibre mondial, ils trouveront des solutions. La FAO n'est pas une organisation économique suffisante en elle-même pour gérer tout cela. Quant à l'OMC, elle peut jouer son rôle mais avec une politique différente, axée sur l'organisation de la protection des agricultures qui ont besoin d'être protégées. Tous les paysans du monde doivent pouvoir gagner leur vie. C'est à cette condition que l'on pourra cultiver raisonnablement toutes les terres et nourrir ainsi convenablement toute l'humanité en 2050, lorsque nous serons 9 milliards d'êtres humains. Outre la protection de certaines agricultures, l'OMC doit également gérer le marché international, c'est-à-dire ne plus le laisser fluctuer et garantir ainsi la régularité des prix dont les exportateurs et les importateurs ont besoin. Le MOMA prône une organisation spécifique à l'agriculture. C'est une position avec laquelle je suis en accord. J'ai d'ailleurs soutenu le MOMA. Mais à mon sens, il s'agit fondamentalement d'organiser les échanges agricoles internationaux d'une manière plus efficace, solidaire et équitable.

Pour aller plus loin :

« *Agriculture et mondialisation : pourquoi est-il vital pour les agriculteurs d'ici et d'ailleurs de comprendre les agricultures du monde ?* », le cahier du café-débat de Marciac, avec Marcel Mazoyer.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0256

« *Evolution des échanges agricoles et alimentaires mondiaux : quels problèmes en perspective ?* », le cahier du café-débat de Marciac, avec Michel Griffon, ingénieur agronome et économiste

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0911

« *Faut-il supprimer la PAC ?* », le cahier du café-débat de Marciac avec Lucien Bourgeois et Matthieu Calame (Fondation Charles Leopold Mayer)

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2077

« *Agriculture et territoires ruraux : quelle politique agricole et européenne voulons-nous ?* », les Actes de la 13^{ème} Université d'Eté de l'Innovation Rurale de Marciac

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2439

Revue littéraire

« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front »

Par Jacques Rochefort

J. Rochefort : Dans *Couché dans le pain* (Ed. Poche Folio) de Chester Himes, « au petit matin d'une veillée funèbre agitée, à Harlem, le révérend Short se penche un peu trop par la fenêtre et dégringole du deuxième étage. Premier miracle : une vaste corbeille de petits pains frais amortit sa chute. Il remonte à l'étage, indigné. Tout le monde se presse à la fenêtre et... deuxième miracle : il y a encore un homme dans le pain. Mais celui-là est mort, bien mort, avec un couteau planté en plein cœur... » Belle occasion de renouer avec "Ed Cercueil Johnson et Fossoyeur Jones", la paire de flics blacks en manteaux pourris à l'œuvre dans le ghetto miséreux, celui des "niggers" d'avant la gentrification.

Redécouvrir un grand écrivain social de l'entre-deux-guerres, Louis Guilloux. Et ce, à travers *Le pain des rêves* (Ed. Folio). Un ouvrage qui nous plonge, avant 1914, dans une petite ville bretonne, et, près de la cathédrale, « son infâme rue du tonneau avec ses taudis, ses maisons de prostitution, ses cafés douteux. Une écurie sert de logis aux Nédelec, la mère, les deux enfants et le grand-père tailleur qui fait vivre et travaille jusque mort s'ensuive ». Roman autobiographique comme l'essentiel de son œuvre, fils de cordonnier, il n'oubliera jamais l'opprobre que sa famille y a subi en raison du militantisme actif de son père, socialiste. Homme du peuple, celui qui refusera toujours la notion de littérature engagée, restera toute sa vie du côté des exclus. « Son manque de notoriété est dû à son absence de manichéisme dans une époque très idéologique. La poésie, l'amour, la noblesse du cœur illuminent ce récit, le plus beau peut-être qu'aient jamais inspiré, l'enfance et la misère. » dit Jean Grenier son ami et philosophe.

Pain et chocolat, film sorti en 1972, disponible en DVD, raconte l'histoire « d'un émigrant italien en Suisse. Selon l'imagination des émigrants, la Suisse est un pays riche et hospitalier, où il est possible de faire fortune car il y a du travail en abondance pour tout le monde. En réalité les choses sont différentes, les émigrants trouvent du travail mais il s'agit presque tout le temps de travail dur et où la concurrence est rude parmi les différentes nationalités. Nino Garofalo, admirablement joué par Nino Manfredi, a un travail correct en Suisse comme garçon de café avec un contrat à durée déterminée. Dénoncé après avoir été surpris à uriner en plein air, il perd son titre de séjour et est forcé de vivre dans la clandestinité. Il ne reste plus à Nino après bien d'autres péripéties, que de se joindre à un groupe de clandestins napolitains qui dorment dans un poulailler avec les poules qu'ils doivent tuer et plumer pour survivre. Émerveillé par la vision d'un groupe de jeunes Suisses blonds et propres, il décide de se teindre les cheveux et de sortir de cet état abrutissant en se fondant au milieu d'eux. Arrivé dans un bar où l'on retransmet à la TV une partie de football, il se fait reconnaître comme immigré et est arrêté par la police qui lui donne l'ordre de quitter le pays. Nino monte dans le train, mais une fois au milieu de compatriotes, il change d'avis et descend à la première gare : mieux vaut vivre comme immigré que de retourner chez soi et retrouver la misère ».

C'est ainsi que le pain est grand et l'homme qui le mange encore plus grand.